



La différence entre le Premier Ministre et d'autres hommes politiques aguerris aux joutes verbales réside bien sur l'une des qualités de Dominique : l'anti-langue de bois !

On peut s'étonner par ailleurs que des députés socialistes (comme Henri Emmanuelli) ne cessent de l'insulter dans l'hémicycle depuis des semaines et que cela ne dérange personne.

Dominique est devenu un bouc-émissaire bien utile pour ceux qui préfèrent le grenouillage politique à l'action publique.

Une fois de plus, les socialistes ne cessent de nous montrer qu'ils ne supportent pas la démocratie quand ils n'atteignent pas les manettes de direction.

Livre très intéressant qui décortique bien l'enfermement idéologique et intellectuel de notre pays et la capacité d'une minorité de gauchistes de tenir par la dialectique tout le système.

Le livre d'Eric Brunet, "être de droite, un tabou français", est courageux et instructif.

Toute sa partie sur le traitement des conflits du Proche Orient par les journalistes français est à lire de toute urgence !



Le semestriel de la Ville de Montereau vient de sortir et éclaire tous les grands projets municipaux.

Il est disponible à la mairie ou sur demande au 01 64 70 44 00.

Il fallait juste y penser ! Piaggio va sortir un scooter avec trois roues dont deux devant permettre ainsi une stabilité du véhicule jamais atteinte.



ÉRIC BRUNET
ÊTRE DE DROITE UN TABOU FRANÇAIS

ALBIN MICHEL

Les jeunes populaires : des militants très actifs



Comme l'an dernier, l'UMP fait son tour des plages de France pour faire partager aux vacanciers, sans les déranger, leur goût de l'action publique et de la politique.

Vous retrouverez dans leur site les dates et comptes-rendus quotidiens de leurs rencontres.

Les jeunes militants, tous volontaires, ont fait acte de candidature et vont chaque jour à la rencontre des français en leur distribuant aussi bien de la lecture que des objets estampillés UMP comme des sandalettes qui font, paraît-il, sensation !

Cette action permettra aussi de clouer le bec à ceux qui dénoncent constamment l'apathie des jeunes et leur supposé désintérêt pour la politique !

Reçus chaque jour par les sympathisants des communes où la caravane passe, nos jeunes UMP vivent, à travers cette caravane, un moment exceptionnel de leur vie militante et connaissent une belle épreuve du feu pour ceux qui voudront aux prochaines élections se porter candidats. Retrouvez toute l'actualité de la caravane sur <http://www.caravane-ump.org>

Entre nous...

ISSN 1258-8377 - Directeur de la publication : Jean-Marie Albouy-Guidicelli
Administration et rédaction : 7A rue Victor Hugo 77130 Montereau - www.jmag.info
e-mail : jmag@jmag.info - Exemplaires : 210 (160 imprimés + 50 par courriel)

N° 124

30 juin 2006

18% d'augmentation du smic en 5 ans



Jean-Louis Borloo et Gérard Larcher ont annoncé une revalorisation du SMIC horaire de 3,05 % à compter du premier juillet 2006.

Le SMIC horaire brut se montera désormais à 8,27 €, soit 1 254,28 € bruts pour 35 heures par semaine. Il dépassera ainsi la barre symbolique de 15 000 € bruts annuels. En 5 ans, le SMIC horaire net aura augmenté de 18%.

Comme l'a annoncé le Président de la République hier, la promesse socialiste de porter le smic à 1500 euros d'ici 2012 sera largement atteinte en poursuivant l'action menée par la majorité actuelle.

Comme d'habitude, les socialistes aiment manier les slogans qui font rêver sans les engager, nous devrions leur délivrer une licence de maniement de " la poudre aux yeux " où ils sont devenus maîtres...

Commémoration du 18 juin

Comme chaque année, les Gaullistes de Montereau ont déposé leur gerbe tricolore en forme de croix de Lorraine lors de la cérémonie officielle qui s'est tenue Cours d'honneur de l'Hôtel de ville en présence du député-maire Yves Jégo et de nombreuses personnalités civiles ou militaires.

C'est Jean-Marie Albouy-Guidicelli et Michel Pesquet qui se sont chargés de la pose de la gerbe d'Entre Nous

Nous tenons à remercier nos généreux donateurs et notamment Mademoiselle Marguerite Deforge, Mesdames Carmen Destouet, Bernadette Palasse, Jacqueline Fourgeroux et Messieurs Bernard Guillemette, Gilbert Levy, Raymond Daroux, Guy Caumont, Gérard Vrain et JMAG.



Michel Pesquet et JMAG déposant la gerbe le 18 juin 2006

Un deuxième centre cultuel pour nos compatriotes musulmans

Le 17 juin dernier, a été inauguré la 2ème mosquée de Montereau en présence des autorités religieuses locales, catholiques et musulmanes et des autorités civiles.

La première est située à quelques encablures et appartient à nos amis turcs. Ouverte depuis 4 ans, elle permet aux musulmans principalement d'origine turque de se réunir et de prier.

La mosquée qui nous a accueillis samedi est située avenue de la Liberté et a été construite comme la première par les fonds recueillis auprès de donateurs privés. Elle est gérée par nos compatriotes d'origine maghrébine.

C'est l'honneur de notre République démocratique et laïque que de permettre à chacun de pratiquer sa foi dans des conditions dignes.

L'inauguration de samedi dernier a permis de mettre fin à "l'islam des caves" ou des bungalows



qui accueillait des centaines de personnes dans des conditions honteuses.

La mosquée qui vient d'être inaugurée peut accueillir 600 personnes.

Reconnaissons à notre député-maire Yves Jégo d'avoir eu le courage d'autoriser la construction de ces deux mosquées (sans minaret) et de veiller à ce que tous les croyants, quelle que soit leur religion, puissent pratiquer leur culte librement du moment qu'ils respectent les valeurs républicaines.

Bonne qualité des repas servis dans les cantines municipales de Montereau



Comme tous les semestres, Jean-Marie Albouy-Guidicelli visite les cantines scolaires de la ville et déjeune avec les enfants pour mieux connaître leurs appréciations sur la qualité des repas servis.

Accompagné de Lionel Vallée, adjoint au Maire, Marie-Claude Chazouillères, conseillère municipale, des responsables des services municipaux concernés et parfois de représentants de l'éducation nationale ou de parents, ces déjeuners nous permettent de tester les repas servis et pouvoir intervenir en toute connaissance lors des comités des menus que nous organisons en présence de représentants des parents, de la médecine scolaire, de représentants des agents

municipaux et du personnel de la Scolarest.

Dans l'ensemble, les repas sont bons, les enfants sont satisfaits autant de la qualité que de la quantité.

Il reste toujours à améliorer la présentation du poisson qui laisse à désirer et qui ne donne pas envie bien qu'il soit de bonne qualité... pour un enfant comme pour un adulte, la présentation compte pour beaucoup.

Notons que la municipalité envisage d'ici deux ans d'installer dans tous ses restaurants le système de "self" qui permettra aux enfants de pouvoir choisir leur entrée et leur plat chaud.

48 jeunes embauchés cet été au sein de la mairie et de la CC2F

Nous avons terminé la semaine dernière nos recrutements pour les emplois d'été au sein des services municipaux, d'une part, et de la communauté de communes des deux fleuves d'autre part.

Au sein de la CC2F, nous avons embauché 8 jeunes qui travailleront dans l'enceinte de la base de loisirs et pour le service voirie-signalisation ainsi que 2 surveillants de baignade pour la base de loisirs de Varennes sur Seine.

Pour la ville de Montereau, 31 jeunes ont été embauchés pour renforcer les équipes d'animation et 7 jeunes au Service Technique afin de repeindre tout le mobilier urbain.

C'est plus de 150 entretiens qui ont été organisés afin de choisir ces 48 jeunes.



Le gouvernement a assumé cette feuille de route et l'a assumée avec sérénité et succès.

Je n'ai aucune espèce de raison de l'empêcher de continuer avec détermination son action.

Palais de l'Elysée - lundi 26 juin 2006

ARLETTE CHABOT - Alors, soyons précis. Certains disent : quand un Premier Ministre a, aujourd'hui, une cote de popularité aussi basse, il n'a pas d'autorité, il ne peut pas continuer à gouverner. Est-ce que vous souhaitez changer de Premier ministre ou changer de gouvernement ?

LE PRESIDENT - Le Premier ministre, lorsque je l'ai nommé avec le gouvernement, je lui ai donné une feuille de route : essentiellement quatre missions : lutter contre le chômage, pour l'emploi, faire un effort particulier sur la sécurité qui reste une préoccupation majeure des Français, assurer la croissance, aussi bien que possible, dans le contexte international et préparer l'avenir par les réformes et les adaptations nécessaires. Sur l'ensemble de ces points, le chômage a très sensiblement diminué et va poursuivre sa diminution ; la croissance a été reprise, réaffirmée et repartie ; l'insécurité, nous avons connu, certes, des problèmes mais l'amélioration est extrêmement sensible. Les réformes se font. Donc, le contrat du gouvernement a été rempli. Alors, je ne vois pas, au nom de quoi, aujourd'hui, je changerai un gouvernement qui a rempli parfaitement son contrat.

ARLETTE CHABOT - Mais on sent bien que, depuis la crise du CPE, Monsieur le Président, et vous êtes intervenu vous-même à plusieurs reprises, il y a quelque chose qui s'est déréglé, cela ne marche plus. Donc, en d'autres temps, je dirais, François MITTERRAND avait su se séparer d'Edith CRESSON, parce qu'elle avait perdu à la fois la confiance populaire et aussi la confiance de sa majorité. C'est peut-être le cas aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - Je ne le crois pas. Madame CHABOT, permettez-moi de vous dire que depuis le CPE, c'est-à-dire depuis trois mois -pour prendre simplement l'action du gouvernement depuis trois mois-, qu'est-ce que j'observe ? Que le gouvernement a lancé le plan emploi senior et c'est un problème majeur, compte tenu de la démographie dans notre pays. Qu'il a signé, et c'était un gros, gros problème, l'accord et la convention entre l'Etat, l'ANPE et l'UNEDIC qui va améliorer sensiblement la situation des chômeurs. Qu'il a adopté la loi sur l'actionnariat salarié qui est un élément très important de réformes. Qu'il a fait adopter la loi par le Parlement sur l'immigration. Que nous avons pris beaucoup d'initiatives internationales, notamment sur le problème de la lutte contre le sida dans les pays pauvres. Et, enfin, que le gouvernement a présenté un projet de budget qui, pour la première fois, répond à une exigence fondamentale qui est celle de la diminution de la dette que nous allons laisser à la charge de nos enfants. En trois mois ! Alors, vous dites que c'est un gouvernement qui n'agit pas.

ARLETTE CHABOT - Non, je dis que c'est impopulaire. Avec un Premier ministre qui est impopulaire. C'est injuste, peut-être, mais c'est comme cela.

LE PRESIDENT - Moi, je ne suis pas là pour recueillir des sentiments que vous-même vous qualifiez, à juste titre, d'injustes. Je suis là pour constater une situation. J'ai donné une feuille de route au gouvernement. Le gouvernement a assumé cette feuille de route et l'a assumée avec sérénité et succès. Je n'ai aucune espèce

de raison de l'empêcher de continuer avec détermination son action. L'action, Madame CHABOT, c'est déterminant. Nous n'avons pas les moyens de perdre du temps, notamment par des querelles de procédures. Nous ne pouvons pas, dans un système de quinquennat, perdre une année sur cinq sous prétexte qu'il y a des élections présidentielles.

ARLETTE CHABOT - Vous renouvelez votre confiance au Premier Ministre.

LE PRESIDENT - Oui. En tous les cas, ce n'est pas l'idée que je me fais de la responsabilité du chef de l'Etat lorsque, notamment dans le quinquennat, nous devons poursuivre notre action jusqu'à son terme. Ensuite, les Français jugeront au terme de la campagne électorale.

ARLETTE CHABOT - Donc, vous pensez qu'un Premier ministre, même avec une opinion publique qui ne reconnaît pas son action, peut continuer à gouverner ?

LE PRESIDENT - C'est vous qui l'affirmez...

ARLETTE CHABOT - ... Même la majorité aussi le conteste, Monsieur le Président, aujourd'hui. Qu'est-ce que vous dites aux députés qui disent, Monsieur le Président, écoutez nous, il faut que le Premier Ministre s'en aille ? Qu'est-ce que vous leur dites à ces députés ?

LE PRESIDENT - Madame CHABOT, vous savez parfaitement que j'ai le plus profond respect pour le Parlement en général, pour la majorité en particulier. D'ailleurs, je tiens à souligner que ces résultats positifs que j'évoquais tout à l'heure ont été obtenus comment ? Tout simplement, parce que la majorité, par ses votes, a toujours soutenu le gouvernement et elle le soutient. Donc, vous exprimez un certain nombre de propos que je lis par ailleurs, ici ou là, mais qui ne correspondent pas à une réalité. La majorité, aujourd'hui, soutient le gouvernement, et, je vous le dis, le soutiendra. Ne serait-ce que pour une raison simple, c'est qu'elle a parfaitement conscience d'une réalité. Tout gouvernement et toute majorité, l'expérience passée le prouve, qui s'est arrêté d'agir un an avant des élections a toujours payé cet arrêt très cher dans les urnes. La majorité le sait très bien, elle est déterminée à poursuivre. Alors, qu'elle doive être mieux écoutée, mieux entendue par le Gouvernement, c'est une question que vous auriez pu me poser...

ARLETTE CHABOT - ...Je vais vous la poser...

LE PRESIDENT - ...Oui, vous avez raison. Il y a sans aucun doute, dans la majorité, un sentiment d'insatisfaction à l'égard de la coopération indispensable et nécessaire, le lien qui s'impose, entre un gouvernement et sa majorité. J'ai, à plusieurs reprises, appelé l'attention du gouvernement, du Premier ministre, des ministres. Et je ne doute pas qu'ils en tiennent le plus grand compte. Mais la majorité soutient l'action du gouvernement, et c'est pour cela que le gouvernement a pu obtenir un certain nombre de résultats positifs.



Interview télévisée

Plus de 15 % des jeunes de 17 ans fument plusieurs joints par semaine. Aujourd'hui, les effets nocifs du cannabis sont démontrés. Cela ne fait plus sourire grand monde.

Ils étaient nombreux, il y a trente ans, à signer l'"Appel du 18 joint" pour la légalisation du cannabis, de Bernard Kouchner ou Alain Geismar, au cinéaste Bertrand Tavernier et au patron de Charlie Hebdo, Philippe Val, en passant par les actrices Bernadette Lafont et Isabelle Huppert ou les philosophes André Glucksmann et Gilles Deleuze.

Aujourd'hui, le Collectif d'information et de recherche cannabique (Circ) a perdu le soutien des têtes d'affiche de la gauche soixante-huitarde et peine à trouver des relais dans le monde politique et intellectuel. Cela dit, le texte de 2006 appelant à la dépénalisation a recueilli quelques 3 000 signatures. On y trouve, côte à côte, des locomotives de la jet set, comme Frédéric Beigbeder, des trotskystes purs et durs estampillés LCR, comme Olivier Besancenot, ou des Rouges passés au Vert comme Alain Lipietz et Jean-Luc Bennahmias ou encore des égarés tels le conseiller régional UMP, Jean-Luc Romero. Quant à Malek Boutih, au nom du PS, il propose une « régulation publique », l'État deviendrait producteur et vendeur pour « éviter un marché soumis à la concurrence »... Bref, pas de poids lourd politique, se désespère Jean-Pierre Galland, l'inamovible président du Circ.

Leur discours n'a pas changé : « la prohibition a dynamisé le trafic et la consommation », autrement dit, légaliser le cannabis reviendrait à casser le trafic et à faire chuter la consommation. CQFD. Mais la réalité est un peu plus complexe. Les expériences espagnoles et surtout hollandaises contredisent cette affirmation. Dans le premier cas, la consommation a augmenté – même si elle y est moins importante qu'en France – alors

que dans le même temps les trafiquants prenaient leurs quartiers au pays des coffee shops.

Les partisans du "pétard pour tous" oublient que le "gentil joint" façon seventies a, depuis une quinzaine d'années, cédé la place à une drogue "douce" beaucoup plus... dure : le THC (tétrahydrocannabinol), le principe actif contenu dans le cannabis étant passé d'environ 5 à plus de 35 % comme le nederwiet hollandais, une herbe génétiquement modifiée.

Les trafiquants ne s'y sont pas trompés : plus la teneur en THC est élevée, plus la dépendance s'accroît en même temps que la demande... et l'offre n'est jamais en retard d'un "pétard". Chez les fumeurs réguliers (plus de trois joints par jour), a fortiori chez les plus jeunes, le cannabis provoque des troubles de l'attention et des difficultés relationnelles qui peuvent aller jusqu'à la désocialisation. Chez les plus fragiles, des études ont même démontré des risques de schizophrénie, de maniaque-dépression ou d'anxiété. On admet également, aujourd'hui, que fumer du cannabis favorise l'apparition de cancers du poumon et de la bouche car il contient quatre fois plus de goudron que le tabac et il est inhalé plus profondément.

Ce n'est pas tout. Chaque année, selon l'OFDT, 230 personnes sont tuées dans des accidents liés à la consommation de cannabis, la moitié étant âgée de moins de 25 ans. Décidément, Mai 68 semble bien loin...



Déclarations du rappeur SINIK

Il a déclaré dans le VSD du 7 juin 2006 que "Dès qu'on autorisera la vente de cannabis, les mômes voudront passer à autre chose. On sait ce que ça veut dire, non ?" et dans le Parisien "j'enlève certaines phrases qui pourraient les choquer. ce n'est pas de l'autocensure, juste du respect. D'habitude aussi, en France, j'allume un joint et je le fais tourner dans le public. Ici, c'est un truc que j'oublie. Il faut savoir s'adapter au pays dans lequel on joue" Que doit-on en conclure ?

Et si nous supprimions tous les jours de congés liés à des fêtes religieuses ?

Lundi de Pentecôte férié, travaillé, offert, de solidarité...

le moins que l'on puisse dire c'est que nous sommes incapables d'être clairs et cohérents dans nos démarches politiques.

De solidarité ce lundi de Pentecôte est devenu ce que la France sait faire de mieux : une taxe de plus ! Une journée de solidarité est-ce suffisant ?

L'idée originale du gouvernement de Raffarin était que chaque actif travailleur puisse être solidaire avec les anciens et aider l'état à financer des maisons de retraites médicalisées et autres actions en tous genres pour aider ceux d'entre nous qui sont en fin de vie. Plus concrètement, ce lundi férié est redevenu travaillé mais finalement aux aspects de jour férié puisque de nombreuses administrations -sic- et entreprises sont fermées.

D'équité entre salariés point, puisque certains se sont vus imposé la pose d'une RTT obligatoire, d'autres ont obtenu une journée de congé supplémentaire, d'autres une journée de travail avec prime et d'autres sans prime ! Certains diront que c'est un grand bazar, d'autres verront de la liberté et de la souplesse dans l'application de la loi ... De toute façon du moment que l'état prélève sa taxe ...

Le problème de fond est tout autre, il s'agit bien de savoir si nous travaillons assez pour assurer la pérennisation de notre système social, financer des politiques sociales utiles, nobles, ambitieuses mais gourmandes en argent public, rester compétitifs dans le cadre d'une économie mondiale toujours plus ardue.

A cette question, la réponse apportée qui consiste à la suppression d'un jour férié au nom de la solidarité est ridicule. Libérer le travail pour améliorer le quotidien de chacun et garantir notre modèle social.

Une fois de plus on évite la problématique des 35 heures qui n'ont eu que des aspects désastreux et les effets inverses à

ceux recherchés par le gouvernement Jospin (maintien du pouvoir d'achat des salariés, hausse du coût du travail et souvent gel des embauches, augmentation du stress chez les salariés, travail au noir facilité...). Qui peut faire croire que c'est en diminuant toujours plus la quantité de travail et le nombre de travailleurs que nous allons pouvoir garantir nos acquis sociaux ?

Début de carrière plus tardif, retraite souvent précédée de chômage pour les salariés de + de 50 ans, durée de vie plus longue, l'équation est insupportable et son résultat est clair : tout l'effort de solidarité repose sur les 30-50 ans !

Travailler plus tard mais surtout garantir l'employabilité des + de 50 ans comme le gouvernement va le

Par ailleurs, dans l'administration où est publié un calendrier des fêtes autres que chrétiennes, vous pouvez demander des autorisations d'absences rémunérées pour assister aux festivités religieuses juives, musulmanes ou hindouistes.

Ainsi, si vous demandez une autorisation d'absence pour une fête musulmane, juive ou hindouiste, cela signifie que vous communiquez à votre employeur votre foi et la pratique religieuse, bonjour la discrétion et surtout que pour les non-chrétiens ce sont encore des jours fériés qui se rajoutent dans un pays où l'on ne travaille déjà plus beaucoup.

Pour beaucoup, Noël n'est devenu qu'une fête mercantile. Qui de ceux qui revendiquent les lundis de Pâques ou de Pentecôte, l'Ascension ou l'Assomption savent quelle est la signification de ces fêtes ?

Le plus sincère ne serait-il pas de supprimer tous ces jours fériés et de les transformer en congés annuels, une sixième semaine de congés en quelque sorte.

Ma proposition, je le sais, est une provocation.

Il est d'ailleurs amusant de constater que ce sont les partisans de la laïcité qui résistent le plus au

maintien des jours fériés décidés historiquement pour respecter la pratique de la foi religieuse : "Oui à la laïcité si on ne me retire pas les jours fériés des fêtes chrétiennes"... Comme quoi on peut se satisfaire de sa propre incohérence et adapter ses revendications en fonction de ses intérêts propres.

Une réforme de ces jours fériés éviterait aussi ce mois de mai souvent sacrifié et permettrait de ne pas paralyser la France tous les mois de Mai par des week-ends prolongés tout en laissant à chacun le soin de disposer comme il le veut de ses congés...



proposer est une nécessité.

Augmenter la durée du travail permettra de nouvelles ressources aussi bien aux salariés qu'aux caisses des organismes sociaux et de redynamiser notre économie.

Fêtes religieuses = jours fériés ?

Bien que chrétien, il faut, en qualité de citoyen-travailleur être réaliste pour constater que les jours fériés liés aux fêtes religieuses notamment en semaine attirent dorénavant plus de consommateurs dans les temples communément appelés "centres commerciaux" que de paroissiens dans les églises !

Permettre à chaque enfant d'avoir un dictionnaire

Comme tous les ans, la municipalité monterelaise a offert à tous les enfants de CM2 entrant en 6ème un dictionnaire. Cet outil les accompagnera dans leurs études et sera leur nouvel ami. Avec ses collègues élus (Jean Colas sur la photo), JMAG a assuré cette distribution organisée pour la première fois dans les bibliothèques de la ville. Ce fut l'occasion pour lui de sensibiliser les jeunes sur l'importance des études et du respect qu'ils devaient à leurs professeurs.



Inauguration du kiosque SIYONNE de la gare routière



C'est sous un soleil radieux que les élus du SITCOME ont inauguré le kiosque de la gare routière.

En présence de nombreux élus du SITCOME, de Lionel Vallée pour la mairie de Montereau, de François Pitou d'Interval, de M. Troit de Véolia samoreau, de René Lefier directeur du SITCOME et de Jean-Michel Marchon, j'ai eu l'honneur de couper le ruban bleu et jaune, couleurs du réseau.

De nombreuses personnes étaient venues pour découvrir les projets du SITCOME et discuter avec les élus.

Une inauguration plus importante en présence du député-maire est prévue en septembre lorsque tous les travaux de sécurité et de signalisation auront été réalisés.

Ayant le souci permanent de faire travailler les artisans locaux, l'inauguration s'est terminée par un verre de l'amitié chez Franck et Nathalie Denou au SELECT, le café-bar-pmu situé devant la gare.

Vous retrouverez dans la Gazette Siyonne jointe à ce numéro de plus amples informations.

Visite du musée de la MINE de PETITE-ROSSELLE (Moselle)



L'occasion m'a été offerte, en marge d'une convention de Transcité à Forbach où nous avons traité notamment des réseaux transfrontaliers, de pouvoir visiter le musée de LA MINE Carreau Wendel à Petite-Rosselle dans la Moselle.

Ce musée présente l'histoire de l'extraction du charbon, l'évolution de ses techniques et la vie particulière du monde de la mine.

Les conditions de travail du personnel nous forcent à

Des jeunes méritants récompensés

En présence de mon collègue Lionel Vallée, c'est avec plaisir que j'ai félicité un groupe de jeunes ados habitués de la MQVB qui ont embelli la structure et le quartier en réalisant de très belles fresques à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment.

Comme j'ai pu le souligner lors de mon intervention, cette manifestation qui permettait de valoriser l'initiative de ces jeunes me paraît essentielle.

Que d'énergie et de salive dépensons-nous pour quelques malfaisants, extrêmement minoritaires, et tant d'indifférence pour les autres jeunes, l'écrasante majorité, qui ne font pas de bruit, participent à la vie associative ou sportive, se comportent bien et agissent positivement.

En mettant à l'honneur ces jeunes, il convient aussi de se féliciter que leur initiative ne soit pas égoïste. En réalisant cette fresque, ils embellissent tout le quartier et le quotidien de chacun.

Pour les récompenser, la mairie leur offre un séjour au ski l'hiver prochain où les jeunes participeront à hauteur de 80 euros, refusant la gratuité intégrale !

Chapeau les jeunes !



Exposition sur la Seconde Guerre Mondiale au Lycée Malraux

Jmag s'est rendu au lycée André Malraux pour visiter une exposition sur la seconde guerre mondiale et ses conséquences locales.

Les élèves, qui avaient bénéficié d'une aide importante de la municipalité pour un déplacement au mémorial de Caen, ont fait un travail important de recherche notamment aux archives départementales.

Tous les panneaux thématiques ont été réalisés par les élèves qui m'ont servi de guide et m'ont apporté toutes leurs explications sur le travail effectué et l'objectif recherché.

Ces jeunes compatriotes ont été souvent surpris de certains effets de la guerre : rationnement, marché noir, lettres de dénonciation...

ils ont d'ailleurs affiché une lettre du général allemand qui gouvernait les affaires du département et qui manifestait son mécontentement d'être inondé de lettres de dénonciation aussi nauséabondes que ridicules...

les époques changent mais certaines habitudes restent...



l'humilité et relativisent les petits tracas de nos vies professionnelles actuelles...

Les deux guides, anciens mineurs, nous ont fait partager cet univers si particulier des mineurs, leurs parcours quotidien, leur travail, leurs loisirs...

Situé à la frontière allemande, je vous invite à y aller...

JMAG

